

Communiqué de presse 16/02/25 - Pas de VSA dans ma ville ni pour la surveillance policière ni pour la ZFE !

Création d'un collectif Technoplice à Lyon et position des villes de Lyon et Villeurbanne à ce sujet

Le collectif Technoplice est né à la suite d'une réunion publique organisée par Stop 5G Lyon et par le CRAAM (Coordination Régionale Anti Armement et Militaire) fin 2024 pour alerter sur les dangers et les conséquences de la Vidéo Surveillance Algorithmique en présence de l'association la Quadrature du Net.

En instrumentalisant les JO 2024, le gouvernement avait autorisé l'utilisation de la vidéosurveillance algorithmique (VSA) jusqu'en mars 2025. Ces logiciels analysent les images de vidéosurveillance et envoient automatiquement des alertes à la police. Déployés depuis des années en France **en toute illégalité**, sans que jamais les responsables n'aient été inquiétés, l'hypocrisie est donc totale. **En expérimentant quelques usages de VSA, l'État légitime un état de fait et amorce un projet de surveillance bien plus large de l'espace public. De nombreux responsables politiques assument publiquement de vouloir autoriser le suivi et la catégorisation biométriques de la population, y compris à travers la reconnaissance faciale ou encore la reconnaissance des émotions. Festivals, matchs de foots, marchés de Noël... sont le terrain de jeu potentiel de la VSA :** franchir une ligne, marcher à contre-sens, faire partie d'une « densité trop importante de personnes » pourront conduire à des signalements automatiques à destination de la police, dans les centres où sont visionnés les images de vidéosurveillance.

C'est à terme, **le projet d'une surveillance systématique et généralisée de l'espace public avec des nouvelles technologies toujours plus invasives** (laissé passer sur smartphone par QR code, pass d'identité numérique en cours d'expérimentation...) **et une surenchère des restrictions des libertés** (confinement et bouclage de quartier, points de contrôle réguliers...).

La mairie de Lyon souhaite désormais aller plus loin que le simple redéploiement et renouvellement de son parc de caméra à hauteur de 20% alors que cette dernière se situe déjà en 4^e position pour son nombre de caméras pour 1 000 habitants. **En effet, elle a annoncé sa volonté d'augmenter le nombre de ses caméras (+ 10%) tout comme la mairie de Villeurbanne (+50%) !** *Est-ce vraiment la priorité à l'heure où les budgets des collectivités sont en berne ? Ces caméras contiendront-elle des dispositifs avec VSA et des options reconnaissance faciale non activées ? Si oui pour faire quoi ? Seront-elles utilisées dans le cadre du déploiement de la ZFE (lecture des plaques d'immatriculation) qui instaure une écologie classiste très contestable ? Quelles sont les positions de la ville de Lyon et de la ville de Villeurbanne au sujet de la VSA ? Sont-elles favorables à une surveillance globalisée de la population ?*

Toutes ces questions sont restées sans réponses malgré l'envoi d'une lettre à tous les élu-es de la ville de Lyon et de Villeurbanne respectivement le 01/12/2024 et le 08/12/2024.

A ce jour les villes de Lyon et Villeurbanne ne se sont pas positionnées officiellement contrairement à d'autres villes comme Montpellier. **La région ARA quant à elle fait pression pour déployer la VSA dans les lycées et les transports régionaux.**

Alors que le bilan du rapport remis le 14/01/25 par un comité d'évaluation émet des doutes sur son efficacité et pose clairement la question politique, la mise en danger des libertés publiques et individuelle ("risque de détournement des finalités légales ou, plus fondamentalement, d'accoutumance au recours à une telle technologie à des fins de surveillance".), le gouvernement est passé en force par amendement pour prolonger la VSA de 2 ans !

Contre les caméras et la VSA, il y a urgence à AGIR pour éviter toutes dérives et délire technologique comme c'est le cas actuellement à Oullins Pierre Bénite où un haut-parleur associé à une caméra permet à la police municipale de réprimander les passant-es en direct en cas d'incivilités mineures. Associer la parole à une caméra est un acte glaçant, digne de la société du Big Brother de Georges Orwell et ne répond qu'à une logique toujours plus répressive au détriment du dialogue et du lien humain.

Ce bond technologique vers le flicage total des populations prend place au moment où La CCI, main dans la main avec l'État, la Métropole et les industriels de l'armement et du sécuritaire, lancent le "hub des sécurités au service de la sécurité globale" à une échelle européenne. **Il est aussi expérimenté dans un contexte de déploiement à marche forcé de l'IA loin de faire l'unanimité comme l'a démontré la tenue de contre-sommets à Paris !**

Contact presse : technoplice69lyon@proton.me